

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU
CADASTRE MINIER ET DE
L'INFORMATION MINIERE

Unité - Progrès - Justice

Arrêté N° 17/012 /MEMC/SG/DGCMIM
portant octroi du permis de recherche «PELLA 1»
à la société LANDAOGO SA.

LE MINISTRE DE L'ENERGIE DES MINES ET DES CARRIERES

- VU la Constitution ;
- VU Loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre;
- VU le décret n°2016-003/PRES/PM du 12 janvier 2016, portant composition du Gouvernement;
- VU le décret n°2016-006/PRES/PM du 08 février 2016, portant attributions des membres du Gouvernement;
- VU le décret n° 2016 - 027/PRES/PM /SGG - CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n° 2016-384/ PRES/ PM/MEMC du 20 mai 2016, portant organisation du Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières;
- VU le décret n° 2005 - 047/PRES/PM/MCE du 03 février 2005, portant gestion des autorisations et titres miniers ;
- VU le décret n° 2010-075/PRES/PM/MEF du 03 mars 2010, portant fixation des taxes et redevances minières;
- VU l'arrêté n°2015-247/MME/SG/DGCM du 19 aout 2015 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n°2002/031/MCE/SG/DGMGC du 06/06/2002, portant définition du montant minimum de dépenses au km²;
- VU l'arrêté n°2002-056/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-057/MCE/SG/DGMGC/ du 23 juillet 2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002-058/MCE/SG/DGMGC/ du 28 juillet 2002 portant dispositions applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU la lettre n°016-0856/MEMC/SG/DGCMIM du 29/11/2016 portant invite à payer des droits fixés à un million (1 000 000) francs CFA ;
- VU la quittance n°312427 du 05/12/2016 de paiement effectif des droits fixes d'octroi ;
- VU la demande de la société LANDAOGO SA enregistrée le 29 novembre 2016.

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est octroyé à la société **LANDAOGO SA**, dans les conditions du présent arrêté, le permis de recherche dénommé «**PELLA 1**», situé dans les province du Passoré, du bouлкиemdé et du Sanguié pour la recherche **de l'or**.

ARTICLE 2 : Ce permis couvre une superficie de **185,33** Km². Il est défini par les sommets dont les coordonnées cartésiennes (X, Y) en UTM sont les suivantes :


Sommets	X	Y
A	568 748	1 416 326
B	571 998	1 416 326
C	571 998	1 408 526
D	588 048	1 408 526
E	588 048	1 406 181
F	584 413	1 406 181
G	584 413	1 401 120
H	579 923	1 401 120
I	579 923	1 394 074
J	585 518	1 394 074
K	585 518	1 399 660
L	588 048	1 399 660
M	588 048	1 390 124
N	576 998	1 390 124
O	576 998	1 406 326
P	568 748	1 406 326
Ellipsoïde : Clarke 1880		Datum : Adindan, Zone 30 N

ARTICLE 3: Le permis a une durée de validité de trois (3) ans pour compter de la date de signature du présent arrêté, il peut être renouvelé pour une durée de trois (3) ans et tout au plus deux (2) fois conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 4 : La société **LANDAOGO SA** bénéficie des avantages douaniers et fiscaux conformément aux dispositions du code minier.

ARTICLE 5: Les exonérations douanières mentionnées à l'article 4 ci-dessus excluent les taxes et redevances pour les services rendus.

ARTICLE 6 : La société **LANDAOGO SA** est tenue de communiquer à la Direction Générale du Cadastre Minier :

- un rapport d'activités au terme de chaque semestre calendaire et un rapport annuel d'activités sur les résultats des travaux de recherche de l'année établis selon les canevas définis par les dispositions de la section 3 de l'arrêté portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations.
- le programme prévisionnel de travail et le budget des dépenses de l'année suivante. 

1. Tous les renseignements miniers recueillis sur le permis ;
2. Un rapport de synthèse sur tous les travaux exécutés à la fin de chaque période de validité du permis ;
3. Tous les échantillons géologiques et minéralogiques demandés par l'Administration des Mines.

ARTICLE 7 : Sur l'ensemble du permis et durant toute sa période de validité, il est interdit à La société **LANDAOGO SA** de mener des activités d'exploitation.

ARTICLE 8: Toute transaction relative au permis de recherche est libre mais tous les documents y relatifs doivent être soumis au Ministre chargé des Mines. En cas de réalisation de plus-value suite à cette transaction, elle doit être notifiée à l'Administration fiscale s/c de l'Administration des Mines.

ARTICLE 9 : Le non-respect de la législation minière en vigueur est passible des sanctions prévues par les dispositions légales et réglementaires en la matière, sans préjudice du retrait du bénéfice du code minier et/ou du permis de recherche.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera publié au journal Officiel du Faso et partout où besoin sera.

Ouagadougou, le **13 JAN 2017**



Alfa Oumar DISSA
Ministre de L'Ordre National

Ampliations :

- 1- SP/Cabinet
- 2- ITS
- 3- DGMGC
- 4- DGCMIM
- 2- BUMIGEB
- 1- DGD/MINEFID
- 1- DGI/MINEFID
- 1- Gouverneur / Région du NORD
- 1- Gouverneur / Région du CENTRE OUEST
- 3-LANDAOGO SA
- 1 - J.O.
- 1 - Classement

